

KANTAR MEDIAS

france



Ruée  
 A l'Assemblée,  
 la commission  
 d'enquête à  
 l'étroit pour  
 l'audition de  
 Gérard Collomb,  
 le 23 juillet.

## Benalla met les Chambres en désordre

Avec « l'affaire », le Parlement dissèque l'Élysée.  
 Le meilleur du Sénat, le pire de l'Assemblée.

par Jean-Baptiste Daoulas

**M**enteur... » Reléguée sur un strapontin, dans la tribune dévolue au public et aux journalistes, Marine Le Pen commente à voix basse l'audition d'Alexis Kohler au Sénat. La députée du Pas-de-Calais maugrée. Elle a dû se

déplacer au Palais du Luxembourg pour voir le secrétaire général de l'Élysée s'expliquer sur l'affaire Benalla, le 26 juillet. La veille, la commission des Lois de l'Assemblée a refusé de convoquer ce dernier. « J'aurais pu rester devant mon téléviseur, confie-t-elle. Mais ma présence ici est

une façon d'exprimer symboliquement mon indignation vis-à-vis de l'Assemblée nationale. » Non membre du Sénat, elle n'a pu poser aucune question au bras droit d'Emmanuel Macron. Ce qui ne l'empêche pas de transformer l'événement en tribune politique. A l'issue de l'audition, la présidente du Rassemblement national vole la vedette aux sénateurs. Sur Public Sénat, BFM-TV, C-News, elle enchaîne les duplex sans se faire prier. « Marine Le Pen intéresse beaucoup plus que nous », grommelle un sénateur.

Deux chambres, deux ambiances. Les commissions des Lois de l'Assemblée et du Sénat ont beau enquêter sur la même affaire Benalla, elles le font dans des registres très différents. Accompagnées par une ferveur inédite du grand public. Sur Twitter, les mots clefs « DirectAN » et « DirectSénat » ont un succès inédit. LCP et Public Sénat, les deux chaînes parlementaires,



ANTAR MEDIAS

battent des records d'audience en dif-  
 fusant in extenso les auditions. Lundi  
 23 juillet, à 21h30, la prestation contro-  
 versée d'Alain Gibelin, directeur de  
 l'ordre public et de la circulation à la  
 préfecture de police de Paris, a réuni  
 232.000 personnes. Qui aurait cru que  
 LCP remplacerait Netflix pour le pla-  
 teau télé du dîner et, plus étonnant en-  
 core, que les sénateurs deviendraient  
 un sujet de discussion sur le forum  
 Jeuxvidéo.com ?

Avec l'affaire Benalla, les Français  
 découvrent le meilleur du Sénat... et le  
 pire de l'Assemblée. Côté Sénat,  
 élégance *british*. Le facétieux prési-  
 dent de la commission des Lois,  
 Philippe Bas, mène son enquête, et  
 ses troupes, à la baguette. Ses deux  
 corapporteurs, le socialiste Jean-  
 Pierre Sueur et la sénatrice LR Muriel  
 Jourda, affichent une entente par-  
 faite. A l'Assemblée, comédie de bou-  
 levard. Dès que la présidente REM de  
 la commission ouvre la bouche, son  
 corapporteur LR la tacle. Yaël Braun-  
 Pivet et Guillaume Larrivé, le casting  
 parfait pour un film de Francis Veber.  
 A ceci près que ces deux-là se suppor-  
 tent encore moins à la fin qu'au début  
 du film. Guillaume Larrivé a finale-  
 ment claqué la porte de la commission  
 d'enquête, le 26 juillet.

A l'Assemblée, un simple choix de  
 salle suffit à fâcher tout le monde.  
 L'opposition demande d'entrée de dé-  
 localiser les auditions dans la grande  
 salle Lamartine, comme pour la com-  
 mission d'enquête sur Jérôme Cahu-  
 zac en 2013. Refus de Yaël Braun-Pivet  
 et de la majorité. Malgré l'afflux de dé-  
 putés et de journalistes, la présidente  
 de la commission insiste pour mainte-  
 nir les travaux dans son habituelle  
 salle 6242, au deuxième sous-sol du  
 Palais-Bourbon. Ou comment banali-  
 ser « l'affaire d'Etat » dénoncée par  
 l'opposition. Comprimés comme des  
 sardines, plusieurs députés essuient  
 des coups de caméra quand une horde  
 de reporters d'images vient immortaliser  
 le début de l'audition de Gérard  
 Collomb, le 23 juillet. Au Sénat, à l'in-  
 verse, la spacieuse salle Clemenceau  
 est réquisitionnée pour l'occasion.

Au Palais du Luxembourg, on as-  
 sassine proprement. Gérard Collomb a  
 le malheur de déclarer qu'il découvre  
 des informations dans la presse ?  
 « Monsieur le ministre de l'Intérieur,  
 heureusement qu'il y a les journaux  
 pour vous informer », susurre Philippe  
 Bas à celui qui devrait être l'homme le  
 mieux renseigné de France. Le secré-  
 taire général, Alexis Kohler, se vante de  
 la rapidité de la sanction prise par  
 l'Elysée contre Alexandre Benalla, le  
 2 mai ? « La sanction a été très rapide,  
 mais son exécution est très lente ! »,  
 tacle encore Philippe Bas, ironisant sur  
 l'absence de retenue sur salaire dont a  
 bénéficié le mis en cause.

**UNE RUPTURE INÉVITABLE**

Là encore, avantage aux sénateurs. Ce  
 sont eux qui arrachent au directeur de  
 cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick  
 Strzoda, cette précieuse révélation de  
 la non-retention sur salaire, le 25 juillet.  
 Alors que les députés avaient déjà eu  
 l'occasion de le cuisiner un jour plus  
 tôt. « On voit que l'une des deux com-  
 missions fait son taf. Malheureusement,  
 ce n'est pas la nôtre, se lamente  
 un macroniste à l'Assemblée. Si les dé-  
 putés d'opposition n'avaient pas fait de  
 l'audition de Strzoda une tribune poli-  
 tique, ils auraient peut-être pensé à  
 poser les bonnes questions, comme les  
 sénateurs. »

Il faut dire que les députés sont  
 plus occupés à se tirer dans les pattes  
 qu'à rechercher la vérité. Dès la soi-  
 rée du jeudi 19 juillet, quand l'oppo-  
 sition arrache à la majorité le lance-  
 ment d'une enquête parlementaire,

chacun s'enferme dans une posture.  
 Guillaume Larrivé dresse une liste  
 longue comme le bras de conseillers de  
 l'entourage d'Emmanuel Macron et de  
 Gérard Collomb, qu'il souhaite enten-  
 dre. Les macronistes freinent des qua-  
 tre fers. Et ne cèdent que sur le minist-  
 re de l'Intérieur, le directeur de  
 cabinet d'Emmanuel Macron et les  
 responsables de la sécurité du prési-  
 dent de la République. L'opposition ré-  
 clame en plus Christophe Castaner, en  
 raison des fonctions de ce dernier à la  
 tête de la REM, et Alexis Kohler. « Ils  
 vont bientôt réclamer le portier de  
 l'Elysée ! », s'énerve le député REM  
 Sacha Houlié.

Entre l'opposition, déterminée à  
 prouver l'existence d'une affaire  
 d'Etat, et la majorité, convaincue à  
 l'avance que l'affaire Benalla n'est rien  
 de plus qu'une suite de dérives indivi-  
 duelles, la rupture est inévitable. Le  
 25 juillet, Yaël Braun-Pivet dénonce  
 une « approche politique et polém-  
 ique » pour justifier son refus de  
 convoquer Christophe Castaner et  
 Alexis Kohler. La comparaison avec la  
 commission sénatoriale est cruelle.  
 Alexis Kohler a été auditionné le  
 26 juillet, et Christophe Castaner  
 convoqué le 31 juillet. La majorité ma-  
 croniste est-elle timorée à l'Assem-  
 blée, ou les sénateurs LR versent-ils  
 dans l'instrumentalisation politique ?  
 « Pourquoi voulez-vous que je compare  
 notre travail avec celui de l'Assemblée  
 nationale ? répond Philippe Bas. Nous  
 sommes le seul pouvoir public consti-  
 tutionnel non aligné, libre et indépen-  
 dant. » « Vous ne me ferez rien dire



**Audace** Les  
 sénateurs sont  
 allés plus loin  
 que l'Assemblée  
 en entendant  
 Alexis Kohler  
 le 26 juillet.



## france

contre nos collègues du Sénat. Chacun fait son boulot, affirme le vice-président du groupe REM à l'Assemblée, Gilles Le Gendre. Avant d'adresser, l'air de rien, un tacle aux sénateurs : « Vous avez remarqué que les majorités n'étaient pas exactement les mêmes dans les deux chambres. »

**GUERRE DE TWEETS**

Loin de la courtoisie sénatoriale, tous les coups sont permis au Palais-Bourbon version « Nouveau Monde ». « Il y a un certain respect des formes qui a sauté », reconnaît le président de l'Assemblée François de Rugy. Le 19 juillet, il participe à un conciliabule de crise avec Christophe Castaner, la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, et les présidents de groupe REM et MoDem, Richard Ferrand et Marc Fesneau. Pour permettre à ces deux derniers, fumeurs invétérés, de s'adonner à leur vice, la petite troupe se retrouve dans la cour d'honneur de l'Assemblée. La scène est immédiatement photographiée, et tweetée, par le député LFI Eric Coquerel. Riposte des macronistes deux jours plus tard : ils publient une photo d'un aparté dans l'hémicycle entre les patrons des groupes LR et LFI, Christian Jacob et Jean-Luc Mélenchon. Preuve, selon eux, d'une alliance contre-nature pour saboter la réforme constitutionnelle.

Le 20 juillet, une réunion confidentielle du bureau de la commission des Lois fuite en direct sur Twitter, alors que la tradition veut que ces discussions d'arrière-cuisine, entre députés de toutes tendances, restent hors radar. « On ne peut plus travailler correctement, proteste François de Rugy. Il faut que l'on puisse échanger sans que cela soit tweeté. Il est normal de discuter avec l'opposition sans être filmé ou photographié. » Les sénateurs font leur miel de ces guéguerres entre députés. « Pour nous, il est beaucoup plus fort et crédible de travailler dans l'ordre et le respect, sermonne Jean-Pierre Sueur. Et d'insister : « A tous ceux qui doutent de l'utilité du Sénat, notre commission apporte une bonne réponse. » J.-B. D.

## Larrivé pour fend la Macronie

Corapporteur de la commission d'enquête jusqu'au clash du 26 juillet, le député LR s'est imposé par ses questions tranchantes. *Par Thierry Dupont*

**D**e ses jeunes années à Sciences po, Guillaume Larrivé conserve une coupe de cheveux d'étudiant romantique et un goût pour l'escrime. En avril 2016, le député Les Républicains (LR) de l'Yonne regrettait ainsi que le temps des duels soit révolu. Il aurait volontiers réglé à l'épée un différend avec son collègue socialiste Philippe Doucet – ce dernier l'avait qualifié de « facho » sur un plateau télé. Corapporteur de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'affaire Benalla – il a suspendu sa participation le 26 juillet –, le bretteur l'a montré : il est tout aussi redoutable avec des mots. Ne pas se fier au ton compassé de l'ancien conseiller d'Etat : ses questions, d'une précision chirurgicale, font presque toujours mouche. Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, comme le directeur de cabinet du président de la République, Patrick Strzoda, ont laissé des plumes entre ses griffes. Rien de personnel. « Depuis l'élection du Prince, je combats le système Macron pour faire respecter l'Etat », assure-t-il. Issu d'une famille de militaires, Guillaume Larrivé ne badine pas avec les affaires régaliennes. « Son cœur de métier », depuis qu'il a intégré, en 2005, le cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur.

Sa prestation lui vaut des compliments, à droite comme à gauche. « Politiquement, je déteste Guillaume Larrivé, mais sa première salve de

questions est toujours pertinente », reconnaît Ugo Bernalicis, député La France insoumise (LFI) du Nord. Son camarade Alexis Corbière apprécie « ce parfait homme de droite ». Ensemble, ils discutent d'histoire, de la Révolution française, notamment. « Il fait partie de ces élus armés de fortes convictions qui réhabilitent le débat parlementaire », dit-il.

Ce n'est pas l'autre corapporteur, Yaël Braun-Pivet, présidente la République en marche (REM) de la commission des Lois, qui en parlerait ainsi. Entre eux, la tension était palpable, sans que jamais leurs regards se croisent. La Macronie accuse l'élu LR d'avoir voulu instruire un « procès

### « DEPUIS L'ÉLECTION DU PRINCE, JE COMBATS LE SYSTÈME MACRON POUR FAIRE RESPECTER L'ÉTAT »

politique » du pouvoir actuel. « C'était un juriste compétent, un rigoriste au sein de la commission des Lois. Il a mis tout cela de côté pour s'offrir son moment politique », estime la députée REM de Paris Laetitia Avia, avocate de métier.

Pour Guillaume Larrivé, l'affaire Benalla tombe à pic. Elle lui permet de casser une image de technocrate un brin austère. Son CV aligne les diplômes prestigieux : Sciences po, Essec, ENA promotion Copernic... Seule erreur de parcours : le permis de



KANTAR MEDIAS

## Benalla met les Chambres en désordre

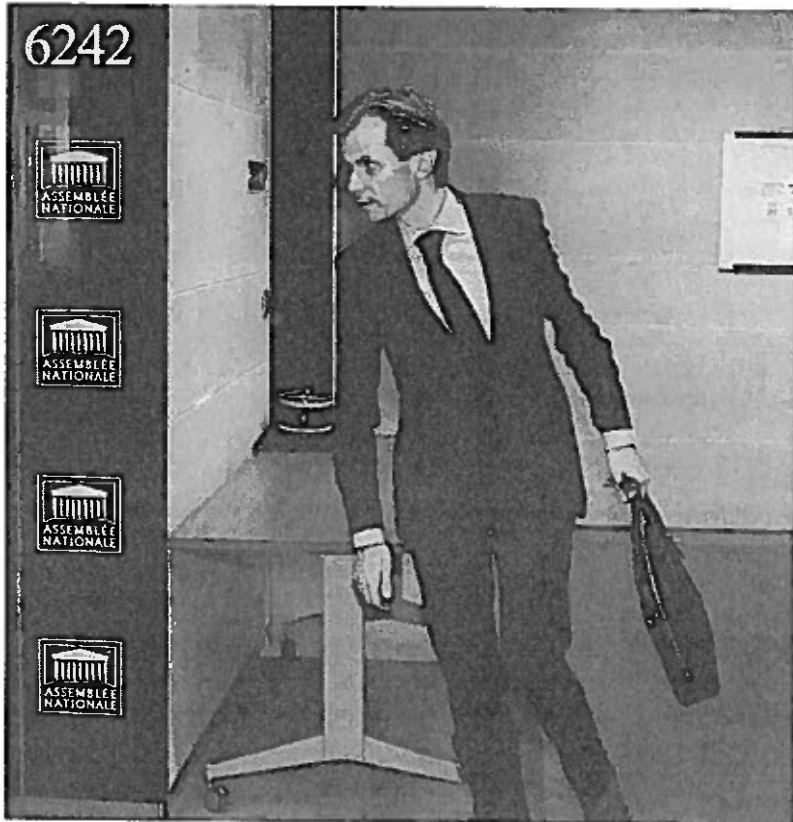


Image Guillaume Larrivé, ici le 23 juillet avant les auditions à l'Assemblée. Son caractère lui vaut nombre d'ennemis.

conduire, dont il a raté l'examen il y a bien longtemps. « Cela reste un projet pour les années 2040 », dit-il, pincésans-rire.

Durant le quinquennat Sarkozy, il suit Brice Hortefeux dans ses différentes responsabilités ministérielles : Immigration, Travail et, enfin, Intérieur. Le projet de loi durcissant les conditions du regroupement familial provoque un tollé dans l'opinion ? Le directeur adjoint de cabinet « fait le job ». « Il va toujours au bout des choses, sans jamais se laisser arrêter par des positions de convenance », note Patrick Stefanini, ancien secrétaire général du ministère de l'Immigration. De ses passages Place Beauvau, Guillaume Larrivé garde, dit-on, de nombreux contacts dans la hiérarchie policière. Faut-il y voir l'origine de sa soudaine question au préfet Del-

puech sur « l'identité actuelle ou passée » d'Alexandre Benalla ? Lundi, la demande a laissé le haut fonctionnaire sans voix. Le corapporteur se fait énigmatique : « Il est parfois utile d'ouvrir une porte pour voir si l'on peut la refermer. »

#### SNIPER ET DIPLOMATE

Avec la victoire de François Hollande, le techno peut enfin se mettre à son compte. Non sans quelques déconvenues. Elu député de l'Yonne, en 2012, il échoue deux ans plus tard à ravir la mairie d'Auxerre au Parti socialiste. Aux législatives en 2017, le sortant sauve son siège, après une grosse bagarre avec un inconnu macroniste. Président du groupe LR à l'Assemblée, Christian Jacob s'en remet à son expertise juridique. Depuis la fin de juin, Guillaume Larrivé s'en donne à

cœur joie contre le projet de révision constitutionnelle. Le sniper sait aussi se faire diplomate. Le 18 juillet, au lendemain d'une réunion tendue entre Gérard Larcher et les députés LR sur le sujet, il rend visite au président du Sénat pour recenser, une heure durant, les points d'accord.

Sa cote grimpe tout autant à la direction du parti, où il peut compter sur l'appui de Brice Hortefeux. Dimanche 22 juillet, lors d'un dîner dans sa maison de Haute-Loire, Laurent Wauquiez demande à l'ancien ministre de lister des personnes de confiance. Le nom de Larrivé sort en premier. « C'est un maillon fort », reconnaît un proche du président des Républicains. Ce dernier a confié à l'ex-sarkozyste le soin de récrire le corpus idéologique de la droite en prévision de 2022. Un rôle de « capteur d'idées » qui ravit l'intéressé. Un dirigeant LR nuance : « Larrivé a beau avoir un mandat de député, Wauquiez, comme Hortefeux hier, continue de le voir davantage comme un collaborateur chargé d'écrire des notes que comme un vrai politique. »

Cette tâche d'animateur lui demandera pas mal d'efforts. « Ce n'est pas un type spontanément chaleureux », regrette un jeune député LR. « Il doit apprendre à s'arrondir un peu, conseille Patrick Stefanini. Son intelligence a pour contrepartie une forme de raideur. Il ne fait pas semblant d'être gentil. » Son caractère et son parcours lui valent, même à droite, nombre d'ennemis. Sur Twitter, le député européen Jérôme Lavrilleux a brocardé un Guillaume Larrivé repeint en « nouvel incorruptible ». Selon l'ancien bras droit de Jean-François Copé, le même œuvrait en coulisses en 2011 pour « torpiller » la commission d'enquête parlementaire sur les sondages de l'Élysée. Bienvenue dans la politique, la vraie... **T. Du.**